

# « La grande r »

LES événements de Chine soulèvent beaucoup de questions. Pourquoi cette « révolution culturelle » ? Quelle signification a-t-elle ? Quelles peuvent en être les conséquences à court terme et à long terme ?... Pour essayer d'y voir clair, il faut d'abord partir des données réelles, ne pas se laisser abuser par des présentations plus ou moins intéressées comme celle des journalistes à

sensation et des pro-soviétiques à tout crin, pour qui l'affaire apparaît comme une aubaine. Il faut aussi ne pas oublier que la « révolution culturelle » n'est pas terminée, qu'elle semble être entrée dans une nouvelle phase, que des rebondissements inattendus sont possibles. Il est probable qu'il faudra encore attendre un certain temps avant que les choses soient bien claires.

## RÉSULTAT D'UNE CRISE DE LA DIRECTION

Un premier point semble certain. Rien ne permet de penser qu'il y avait de grandes tensions sociales dans le pays avant le déclenchement de la « révolution culturelle » et pouvant expliquer celle-ci. Et ceci sans préjuger de l'ampleur effective des résistances, des tensions qui se sont développées au cours des événements. Au contraire, on ne peut déceler les débuts, les signes préparatoires de cette « grande révolution culturelle » que dans des articles de novembre 1965. Elle s'est déclenchée autour de mai 1966 et a connu depuis un développement en crescendo. Enfin, c'est seulement à la suite du C.C. d'août 1966 que se situe la phase la plus spectaculaire, celle de la mobilisation des « gardes rouges », leurs rassemblements gigantesques à Pékin, etc. Autrement dit, la « révolution culturelle » n'est pas un événement lié à des mouvements sociaux, à des tensions qui auraient existé entre les masses et la direction, mais elle est directement liée à une crise dans le sein de la direction chinoise. Nous ne voulons pas dire par là que ce qui se passe dans la direction est indépendant des rapports sociaux, car la direction chinoise ne discute certainement pas dans le vide. Mais, dans le cas présent, on peut expliquer, comme nous le verrons plus loin, la crise de la direction chinoise par de multiples causes conjuguées, mais pas par une pression ou une poussée directe des masses sur elle.

La direction chinoise a connu une grave crise, de sérieuses divergences. Les textes

chinois eux-mêmes l'avaient en déclarant que les « bourgeois », les « révisionnistes » les plus dangereux sont ceux qui sont membres du Parti, pas ceux qui sont hors du parti. Le Comité central d'août a duré une douzaine de jours, beaucoup plus que les précédents, ce qu'on peut considérer comme l'indice d'une lutte intérieure difficile. La base du Parti n'a pas été appelée à discuter et à décider démocratiquement ; la « révolution culturelle » a été suscitée par la fraction qui l'a emporté au sommet, afin d'assurer son triomphe et de mieux écraser les minoritaires. La « révolution » a été ordonnée d'en haut, contrôlée d'en haut, orientée d'en haut. Il est vrai qu'elle a été faite de telle manière qu'à un moment, et pour certaines raisons que nous mentionnerons plus loin, elle a suscité chez les « gardes rouges » un enthousiasme et un fanatisme qui ont entraîné des « excès » qui, probablement, n'ont pas été tous voulus par ceux qui dirigeaient l'opération. Mais cet aspect ne change rien au fait essentiel qui est directement à l'origine de la « révolution culturelle » : la crise de la direction chinoise.

Diverses données permettent de penser que c'est de loin la plus sérieuse crise qui s'est produite dans cette direction depuis la victoire de 1949. La direction chinoise est à présent la plus vieille direction de partis communistes dans le monde. L'avenir permettra de voir si, comme nous le pensons, c'est une division profonde et irrémédiable qui s'est produite dans son sein.

## NI RÉÉDITION DU STALINISME NI « COMMUNISME DE GUERRE »

De cette bataille au sein de la direction, on sait au moins partiellement qui est sorti vainqueur et qui a été battu. Mais qu'en est-il des positions, des orientations politiques qui s'affrontaient ? On peut assez bien dégager celles des vainqueurs à travers les textes. Il est beaucoup plus hasardeux de vouloir en faire autant en ce qui concerne les vaincus. Nous sommes en présence d'une opération que l'on a vue à de nombreuses reprises dans tous les partis communistes. Les vaincus sont bâillonnés et calomniés, leurs positions sont défigurées, des amalgames sont opérés entre des opposants d'orientations différentes. La direction chinoise ne fait pas exception en dépit de ce qu'elle défendait et y a deux ou trois ans contre les hommes du Kremlin.

De cette similarité avec le stalinisme, et d'autres telles le culte de Mao, le jdanovisme en matière de culture, l'accu-

sation manifestement fautive que les opposants voulaient rétablir le capitalisme en Chine, certains en concluent qu'il y a une résurgence du stalinisme, que le maoïsme est la version chinoise du stalinisme.

Nous avons combattu depuis le début du conflit sino-soviétique l'idée que la Chine connaissait ou allait connaître sa « phase stalinienne ». Le stalinisme est un phénomène historique unique, celui de l'hégémonie du Kremlin pendant une période donnée sur l'ensemble des partis communistes et des Etats ouvriers. Les phénomènes de bureaucratisme dans d'autres Etats ouvriers ne prendront jamais la voie du stalinisme, on ne verra plus jamais de monolithisme mondial autour d'une direction d'un Etat ouvrier, si puissant soit-il. S'il y a, dans la « révolution culturelle » en Chine des similarités sur certains points avec le stalinisme, il existe aussi des différences qui n'ont pas du tout un caractère superficiel.

Certains ont déjà, à juste titre, relevé qu'il n'y avait rien qui rappelle l'emploi du Guépéou, les épurations policières sanglantes. La mobilisation des « gardes rouges » était sans aucun doute un moyen de mater les opposants, mais c'est un moyen tout différent de ceux employés par Staline. En outre, on ne mentionne pas d'arrestations, pas même d'exclusions du Parti des cadres attaqués publiquement. L'opération est évidemment antidémocratique, elle a des aspects révoltants, mais elle est tout à fait différente des crimes de Staline.

Il existe encore d'autres différences. La « révolution culturelle » a fait appel à un nationalisme chinois, mais ce nationalisme, si détestable soit-il, n'est pas comparable à celui qu'encourageait Staline. Alors que Staline fit briller les vieilles gloires tsaristes, les Souvorov, les Koutousov, et fit appel aux pontifes de l'Eglise orthodoxe pour célébrer son culte et sa politique, les dirigeants chinois se tournent contre le passé, la religion, etc. Il est vrai que leur politique est inspirée des intérêts immédiats de la bureaucratie de leur pays, mais ils la présentent dans un contexte de lutte pour la révolution mondiale, que Staline avait rapidement abandonnée même dans ses formules. Les

à l'audience du 10 septembre, qu'un examen normal de [ses] rapports aurait conduit à mettre en garde M. Ben Barka par le canal du ministre des Affaires étrangères ». Il est vrai que lui-même ne transmettait pas l'information de Figon selon laquelle les Marocains voulaient « flinguer » Ben Barka, sous prétexte que cela venait d'un voyou (mais sinon Le Roy lui-même, ou moins d'autres officiers du SDECE utilisaient Jo Attia qui est aussi un voyou et pire).

Le SDECE savait. La preuve est faite maintenant que Lopez transmettait, sinon tout, du moins l'essentiel de ses informations, et la responsabilité de Le Roy est prouvée par sa réponse mensongère à la police quand il lui fut demandé, le 31 octobre, si le SDECE avait un officier traitant qui suivait l'affaire Ben Barka.

Enfin, le général Jacquier a lâché que, dès le 2 novembre, le SDECE ne doutait pas qu'Oufkir et Dlimi étaient les « bénéficiaires » du rapt de Mehdi Ben Barka.

Ceci étant maintenant assuré, seul reste inconnu jusqu'à quel niveau de l'appareil d'Etat le crime fut pressenti, connu, toléré, autorisé, aidé, et pour quelle cause (1).

2°) L'avocat-député Lemarchand avait par Figon connaissance du crime projeté, au moins dès le 21 octobre (huit jours avant le rapt), jour où il dit au journaliste Gobier qui l'interrogeait sur ce que trafiquait Figon avec les Marocains : « T'occupes pas, il s'agit de Ben Barka ». Gobier nie maintenant cette conversation. Mais comme il nie tout, même ce qu'il a dit devant plusieurs témoins incontestablement désintéressés, sa négation générale valide tout. La conversation d'Orly, le 20 septembre, où Figon se donne comme couvert par Lemarchand et où celui-ci aurait dit à Lopez : « C'est vous qui auriez dû le faire », est plus douteuse puisqu'attestée seulement par Lopez ; sous la foi du serment, il est vrai, ce qui est peut-être quelque chose pour ce personnage superstitieux.

Reste inconnu le rôle précis de Lemarchand, ses liens possibles avec le SDECE et l'existence de la survie d'un « réseau » animé par lui (1).

3°) La police, par l'intermédiaire du commissaire Caille, savait, dès le 1er novembre, tout ce que l'on sait encore aujourd'hui de l'affaire, et, en particulier, qu'Oufkir avait frappé Ben Barka à coups de poignard. Et cela pour une bonne raison : il est probable que la source première est Figon, le seul qui ait parlé. Les informations indirectes du commissaire Caille lui furent confirmées le 2 par Figon lui-même.

Le commissaire Caille nie avoir entendu parler de coups de poignard. S'il ne le niait pas, il n'y aurait plus d'excuse au fait qu'Oufkir ne fût pas arrêté le 3. Mais le récit des coups de poignard est un fait soutenu par un très grand nombre de probabilités. Le Roy a affirmé que Caille le lui avait dit (avant de remplacer cette affirmation par un vasouillage sur le « geste » de poignarder — version de la confrontation au cours du procès). Mais il l'avait à l'époque répété à Lopez le soir du 2 novembre. Lopez, lui, maintient son dire. Ce serait peu, mais comment croire le commissaire Caille alors que, d'une part, il refuse de livrer le nom de son informateur en se cachant derrière le secret professionnel — et cet informateur est le premier individu qui eut connaissance des faits — et d'autre part alors que l'affaire des coups de poignard a également été rapportée par Figon au journaliste Marvier et à son amie Françoise Arnoul.

Ce que l'on continue à ignorer — probablement parce que Figon l'ignorait lui-même — c'est où et dans quelles conditions Ben Barka a été achevé et si son cadavre est encore en France ? N'oublions pas que le « recel » de l'informateur du commissaire Caille est d'autant plus grave que, parmi tant de renseignements qui se sont révélés exacts, il prétendit que, le 30 octobre, il fut question entre Dlimi, Lopez, Figon et un certain Achachi, de chercher un bois pour enterrer Ben Barka.

4°) Les coups de poignard d'Oufkir étaient connus dès le 1er novembre par la police, et le 2 au plus tard par le SDECE. L'assassin et son complice Dlimi auraient dû être arrêtés le 3, à Paris. Reste incertain si cette impunité accordée est due à un « acte de gouvernement » destiné à ménager les relations franco-marocaines, ou à l'espoir de tenir secret le fond de l'affaire.

5°) Dans le même temps, le complice de l'assassin, Figon, était assuré de l'impunité. Ceci ressort des déclarations de Mme Françoise Arnoul et des journalistes qui le rencontrèrent et à qui il assura que l'affaire était politique et, couverte ; cela ressort aussi de l'affirmation de Mme A.M. Coffinet selon laquelle il aurait reçu de Lemarchand un passeport au nom de Lenormand. S'il n'est que probable que

Figon ait rencontré le commissaire Caille, le zèle de celui-ci à couvrir ses informateurs rend plus que plausible l'immunité accordée à Figon. Sur ce point également, comment croire le commissaire alors qu'il a nié son amitié avec Lemarchand, affirmée par celui-ci quatre jours plus tard, et alors qu'il ose assurer qu'il ne pense pas à son ami quand on lui signale que, lors du voyage de Genève, il y avait un Lemarchand dans le sillage de Figon, alors, enfin, qu'il attribue au manque de temps ses dérobades devant les convocations du juge pendant les long mois de l'instruction.

Ce que l'on ne sait pas, c'est l'interférence de la guerre des polices dans l'apport d'un informateur anonyme qui accable Lopez et, à travers lui, atteint le SDECE.

6°) De cette même guerre un incident inverse est l'épisode de l'opposition Mme Souchon-Me Hayot, épisode d'autant plus obscur que même les coups portés publiquement sont feutrés par la crainte de la riposte dans la mesure ou certaines limites secrètes seraient franchies (Tixier-Vignancour lançant à Voïtot : « Attention, Lopez pourrait avoir encore des déclarations à faire »).

## Le cloaque

De ces lancinantes vérités qui percent la convention des scénarios ressort un sentiment de nausée et d'effroi mêlés. Gangsters, policiers, agents-secrets, politiciens au pouvoir sont liés sans rupture de continuité ; ils se fréquentent, se rendent des services, se couvrent, quitta à ce que les gros suppriment les petits devenus gênants ou turbulents.

Meacheath et Peachum sont au pouvoir : ils se battent toujours ensemble, mais s'entendent contre nous. Maurice Clavel a évoqué l'éventualité du prochain retour en activité de Souchon et Voïtot et de ce qu'il pourrait advenir de ceux qui combattent aujourd'hui pour la vérité s'ils tombaient entre les mains de ces « fonctionnaires » momentanément égarés. Est-il besoin d'aller si loin ? Le Roy est revenu libre, et ses chefs ne lui reprochent que des fautes professionnelles. D'autres sont libres et défilent insolemment la partie civile, tandis que le seul qui paraît innocent et victime (« la chèvre pour attirer le lion »), Bernier, se voit refuser la liberté provisoire. Les coupables qui sont dans le boxe ne sont qu'un menu fretin. Les agents double et triple restent couverts.

Du cloaque ne sort pas seulement le pauvre, mais aussi le spectre d'un régime à la Oufkir. Pourtant l'opposition se limite à exiger que deux ministres viennent témoigner, mais aucune organisation ouvrière n'a pensé que ce procès valait la peine de montrer la nécessité de l'auto-défense. Le Roy a ouvert le procès en proclamant que le SDECE veillait sur nous. Oui, et cela nous fait frissonner. Il faudra sans trop tarder songer à nous défendre de pareils défenseurs. Autant que possible avant que trop des nôtres ne se trouvent comme Ben Barka dans quelque cercueil de ciment au fond de quelque Essonne.

M. LEQUENNE.

(1) Nous ne revenons pas sur notre interprétation globale de l'affaire que le procès ne fait que nous confirmer. Voir nos numéros de février, mars, avril, juillet-août, et septembre.

## LETTRE OUVERTE AU PARTI OUVRIER POLONAIS

par Karel Modzelewski

et

Jacek Kuron.

Introduction de Pierre Frank

Prix 5 F (par 10, 45 F)

Editions de la QUATRIEME INTERNATIONALE

21, rue d'Aoukir, PARIS 2<sup>e</sup>

C.C.P. Pierre Frank 12.648-46 Paris

Nous publierons un commentaire de ce texte très important dans notre numéro de novembre